



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 30 JAN. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2025

Contexte et constats

Publié sur GÉORISQUES

STOCKBREST-TEPSA (STB1)

Rue Monjaret de Kerjégu

29200 Brest

Références : ENV-D-25.05.1
Code AIOT : 0005500592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement STOCKBREST (STB2) implanté rue Monjaret de Kerjégu 29200 Brest. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKBREST (STB2)
- Rue Monjaret de Kerjégu 29200 Brest
- Code AIOT : 0005500592
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans le stockage et la distribution d'hydrocarbures. Au regard de la quantité d'hydrocarbures autorisée sur le site, cet établissement relève du régime SEVESO seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 03/10/2010)
- Eau de surface
- Etanchéité des cuvettes de rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/03/2017, article 9.2.1	Demande de justificatif	1 mois
10	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 20/03/2017, article 1.5.3	Demande de justificatif	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation et entretien	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.2	Sans objet
8	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/03/2017, article 7.1.2	Sans objet
9	Mise aux normes des rétentions	Arrêté Préfectoral du 20/03/2017, article 7.6.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats amènent l'Inspection à demander à l'exploitant de mettre en œuvre des actions correctives concernant la traçabilité des décisions prises suite aux visites externes détaillées et hors exploitation des réservoirs .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des installations
Prescription contrôlée : 29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.
Constats : La planification des visites de routine est gérée par un outil de gestion de maintenance informatisé. Elles sont réalisées par l'exploitant. Chaque visite fait l'objet d'un OT (ordre de travail). La réalisation de l'OT est programmée sur une plage calendaire dont l'échéance, par rapport à la visite précédente, peut être supérieure à l'intervalle d'un an entre deux visites. Par sondage, les OT pour les réservoirs n°1 et 7 ont été consultés. Il est constaté pour le n°1 : <ul style="list-style-type: none">- les deux dernières visites ont été effectuées le 10/10/2024 puis le 15/09/2025 soit dans un intervalle n'excédant pas un an ; Il est constaté pour le n°7 : <ul style="list-style-type: none">- les deux dernières visites ont été effectuées le 10/10/2024 puis le 15/09/2025 soit dans un intervalle n'excédant pas un an ;
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Exploitation et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des installations
Prescription contrôlée : Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima : <ul style="list-style-type: none">- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;- une inspection visuelle de l'assise ;- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;

- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

Constats :

Les visites externes détaillées (VED) sont réalisées par des organismes extérieurs dans le cadre de marchés dont la gestion est assurée par le siège du groupe TEPSA.

La VED suivante a été effectuées depuis 2022 :

- réservoir n°7 en 2025, prévue en 2025 ;

La VED prévue entre 2022 et 2025 a été réalisée selon le planning (fichier nommé : 2022 08 23 PLANNING DECENNALES BACS REV 10-1)

Le rapport de la VED du réservoir n°7 réalisée par la société INEXCO (n° RES-24-041-003) a été consulté en séance. Les points de contrôle prévus par la prescription sont effectués (à l'exception de l'ancrage, le réservoir d'un disposant pas). La vérification des déformations géométriques montre qu'elles sont dans les tolérances du référentiel EEMUA. Sur la base de ses constats, l'organisme formule des recommandations. Le rapport n'indique pas si le réservoir peut ou ne peut pas rester en exploitation jusqu'à la prochaine visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec les constats des points de contrôles n°4 et 6, l'exploitant recense, pour l'ensemble des visites externes détaillées depuis 2022, les décisions prises et les actions à entreprendre suite aux conseils/recommandations mentionnés dans les rapports des organismes les ayant réalisées, ainsi que les actions correctives éventuellement effectuées.

Il se positionne explicitement sur la capacité des réservoirs concernés à poursuivre l'exploitation jusqu'à la prochaine visite. Cette capacité est appréciée par une personne ou un organisme compétent au sens de l'article 29.6 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

Il transmet à l'inspection le résultat de ce recensement et les décisions prises pour le maintien en exploitation ou non des réservoirs jusqu'à la prochaine visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatifs

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Exploitation et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des installations

Prescription contrôlée :

Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :

- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;
- le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

Constats :

Les visites hors exploitation détaillées (VHED) sont réalisées par des organismes extérieurs dans le cadre de marchés dont la gestion est assurée par le siège du groupe TEPSA.

Les VHED suivantes ont été effectuées depuis 2022:

- réservoir n°1 en 2022, prévue en 2022;
- réservoir n°5 en 2022, prévue en 2022;
- réservoir n°4, en cours ; la remise en service est envisagée par l'exploitant au début de l'année 2026, après le barémage prévu en janvier.

Toutes les VHED prévues entre 2022 et 2025 ont été réalisées selon le planning (fichier nommé : 2022 08 23 PLANNING DECENNALES BACS REV 10-1).

Le rapport de la VHED (réalisé par la société CTMI) du réservoir n°5 a été consulté sur place. A l'issue des inspections internes et externes et des différents contrôles (soudures, épaisseurs des tôles, géométrie), l'organisme a dressé une liste de travaux à prévoir ou envisager sous forme de conseils. Il précise que le maintien au service du réservoir est de la responsabilité de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec les constats des points de contrôle n°4 et 6, l'exploitant recense, pour l'ensemble des visites hors exploitation depuis 2022, les décisions prises et les actions à entreprendre suite aux conseils/recommandations mentionnés dans les rapports des organismes les ayant réalisées, ainsi que les actions correctives éventuellement effectuées.

Il se positionne explicitement sur la capacité des réservoirs concernés à poursuivre l'exploitation jusqu'à la prochaine visite. Cette capacité est appréciée par une personne ou un organisme compétent au sens de l'article 29.6 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

Il transmet à l'inspection le résultat de ce recensement et les décisions prises pour le maintien en exploitation ou non des réservoirs jusqu'à la prochaine visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.5

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des installations

Prescription contrôlée :

Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

Constats :

L'exploitant déclare qu'à la réception du rapport d'une VED, il y a une réunion entre la direction et le responsable des travaux pour définir les opérations curatives à réaliser.

L'exploitant déclare que la VHED est réalisée avant tous travaux correctifs. Sur la base du rapport de l'organisme, l'exploitant (échelon national) en lien avec la société en charge des travaux (chaudronnerie) définit la liste des travaux à réaliser.

L'exploitant n'a pas présenté de document écrit précisant les décisions et mesures prises suite aux conseils/recommandations mentionnés dans les rapports des organismes ayant réalisés les visites externes détaillées et hors exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Voir demandes formulées aux points de contrôle n°2 et 3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Exploitation et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des installations
Prescription contrôlée : Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées : <ul style="list-style-type: none">- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du code de l'environnement ; ou- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa. Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes. Lorsque les réservoirs présentent des caractéristiques particulières (notamment de par leur matériau constitutif, leur revêtement ou leur configuration) ou contiennent des liquides inflammables de caractéristiques physico-chimiques particulières, des dispositions spécifiques peuvent être adaptées (nature et périodicité) pour les inspections en service et les inspections hors exploitation détaillées sur la base de guides reconnus par le ministre chargé du développement durable.
Constats : L'exploitant déclare qu'il ne sait pas à quelle catégorie appartiennent les organismes en charge des visites, précisant que la liste des prestataires est définie par l'échelon national du groupe TEPSA.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise à quelle catégorie appartiennent les organismes en charge des VED et VHED.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - point 3
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Prescription contrôlée :

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté de document écrit précisant les décisions et mesures prises suite aux conseils/recommandations mentionnés dans les rapports des organismes ayant réalisés les visites externes détaillées et hors exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant recense, pour l'ensemble des visites externes détaillées et hors exploitation réalisées depuis 2022, les décisions prises et les actions à entreprendre suite aux conseils/recommandations mentionnés dans les rapports des organismes les ayant réalisées, ainsi que les actions correctives éventuellement effectuées.

Ce recensement est transmis à l'inspection dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2017, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de faire procéder 2 fois par an à l'analyse des rejets. Les mesures consolidées avec les observations antérieures sont envoyées chaque année à l'inspection des installations classées accompagnées des commentaires et décisions d'action éventuelles.

Les analyses sont réalisées conformément aux prescriptions de l'arrêté du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence, et portent sur les paramètres évoqués à l'article 4.3.10

Constats :

L'exploitant a réalisé deux campagnes de mesures en 2025.

Le rapport du 1^{er} semestre consulté sur place montre des dépassements des valeurs limites pour les paramètres suivants :

- Matières en suspension : 46 mg/l pour une VLE fixée à 35 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 18 mg/l pour une VLE fixée à 10 mg/l.

Le rapport du 2nd semestre consulté sur place ne montre pas de dépassements des valeurs limites.

L'exploitant n'est pas en mesure de déclarer sur l'application GIDAF en l'absence de cadre renseigné.

Remarque de l'Inspection : le cadre de surveillance GIDAF a été mis à jour le 17 décembre 2025, par l'ajout d'une structure de surveillance « Eaux superficielles » et la suppression dans la structure « Eaux souterraines » de 2 paramètres (oxygène dissous et taux de saturation en oxygène) non prescrits par l'arrêté préfectoral du 20/03/2017.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie l'origine des dépassements constatés au 1^{er} semestre.

L'exploitant saisira dans l'application GIDAF les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux à partir de l'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : demande de justificatif

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2017, article 71.2

Thème(s) : Risques accidentels, Note synthétique annuelle

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées, chaque année, et sans excéder un intervalle de 14 mois, la note synthétique SGS. Cette note comprend, en particulier, l'extrait, correspondant à la période considérée, des bilans établis au titre du retour d'expérience. Ces bilans comprennent notamment la liste des incidents et des dysfonctionnements de type marches dégradées de mesures de maîtrise des risques prises en compte pour évaluer la gravité et la probabilité des phénomènes dangereux, les dates et objets des audits conduits sur la période ainsi qu'un résumé des constats et observations effectués et des mesures correctives mises en œuvre, un bilan récapitulatif de la réalisation des objectifs sécurité prévus pour la période considérée, les évolutions envisagées de la politique de prévention des accidents majeurs et du SGS au regard des conclusions des audits et bilans visés ci-dessus.

Constats :

Par courriel du 13 novembre 2025 l'exploitant a transmis les notes annuelles 2022 à 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise aux normes des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2017, article 76.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions

Prescription contrôlée :

Pour les installations existantes, l'exploitant recense les rétentions nécessitant des travaux

d'étanchéité dans le but de répondre aux exigences ci-dessus. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement avant le 16/11/2016, le 16/11/2020, le 16/11/2025 et le 16/11/2030.

Constats :

Le planning prévisionnel des travaux d'étanchéité des cuvettes de rétention (version Rev3 de janvier 2019) prévoit la réalisation des travaux pour la sous-cuvette B07 en 2025.
Lors de la visite du site, il a été constaté que les travaux ont été réalisés.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 10 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2017, article 1.5.3

Thème(s) : Situation administrative

Prescription contrôlée :

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Constats :

Il est constaté que le bac n°2 présente un état dégradé.

L'exploitant indique qu'il n'est plus exploité depuis 2015 et qu'une remise en service n'est pas possible compte tenu de son état et d'un défaut de verticalité. Il précise qu'il est dégazé et qu'il ne contient ni plomb ni amiante.

L'exploitant déclare que sa destruction est prévue mais que cette opération n'est pas considérée comme prioritaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'engage sur un délai pour son démantèlement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : demande de justificatif

Proposition de délais : 1 mois